

## Le rescrit mécénat

Votre organisme (association, association / fondation reconnue d'utilité publique, fonds de dotation...) peut-il délivrer des reçus fiscaux ouvrant droit à réduction d'impôt au titre des dons qu'il perçoit ?

Les dispositions prévues par l'article L. 80 C du livre des procédures fiscales offrent la possibilité aux organismes ou groupements recevant des dons de s'assurer auprès de l'administration, préalablement à la délivrance des récépissés fiscaux, qu'ils répondent bien aux critères définis aux articles 200 et 238 *bis* du code général des impôts de sorte que les dons qui leur sont alloués ouvrent droit à réduction d'impôt.

### Organismes percevant des dons : quels avantages ?

Dès lors que des organismes répondent aux critères définis aux articles précités, les dons qu'ils reçoivent ouvrent droit, pour le donateur, à une réduction d'impôt :

- de 66 % des sommes versées dans la limite de 20 % du revenu imposable pour les personnes physiques, ce taux étant porté à 75 % pour les versements effectués au profit des organismes sans but lucratif visés au 1<sup>er</sup> de l'article 200 du code général des impôts,
- de 60 % des versements effectués dans la limite de 5 ‰ du chiffre d'affaires pour les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés.

Les organismes bénéficiaires de dons peuvent alors délivrer à leurs donateurs des documents (reçus ou attestations) leur permettant d'obtenir une réduction d'impôt.

### Comment savoir si votre organisme relève de l'une des catégories mentionnées par les articles 200 et 238 *bis* du CGI ?

Il vous suffit pour cela d'adresser une demande par pli recommandé auprès de la Direction régionale / départementale des Finances publiques du lieu du siège de l'organisme. Cette demande peut également faire l'objet d'un dépôt contre décharge.

L'auteur de la demande doit être clairement identifié et habilité par l'organisme.

La demande doit être faite sur papier libre et être présentée selon le modèle fixé par voie réglementaire (voir sur ce site). Elle doit être préalable à la délivrance des récépissés fiscaux et comporter une présentation précise et complète de l'activité exercée par l'organisme ainsi que toutes les informations nécessaires à l'administration pour apprécier si l'organisme relève de l'une des catégories mentionnées aux articles 200 et 238 *bis* du code général des impôts.

### La réponse de l'administration, délai et portée de la garantie

L'administration dispose d'un délai de six mois pour répondre à la demande de l'organisme. Le délai de six mois court à compter de la réception d'un dossier complet.

La réponse de l'administration ne vaut que pour la situation décrite dans la demande.

Elle ne peut pas lui être opposée si les éléments d'information communiqués par l'organisme s'avèrent erronés ou ne correspondent pas à sa situation réelle.

Lorsque l'administration n'a pas répondu dans un délai de six mois, l'amende fiscale prévue à l'article 1740 A du code général des impôts n'est pas applicable. En d'autres termes, la procédure prévue à l'article L. 80 C du livre des procédures fiscales offre à l'organisme demandeur une garantie de non-application de l'amende en l'absence d'avis émis dans le délai de six mois et ce,

jusqu'à ce qu'une prise de position formelle intervienne (celle-ci prenant alors effet pour l'avenir).

La réponse négative de l'administration doit comporter l'exposé des motifs qui la justifient.

L'association qui délivre des reçus fiscaux malgré un avis défavorable de l'administration encourt une amende égale à 25 % des sommes indûment mentionnées sur ces documents ou, à défaut d'une telle mention, d'une amende égale au montant de la réduction d'impôt indûment obtenue. Il en va de même de l'association qui délivre à tort de tels reçus, sous sa responsabilité, sans avoir préalablement sollicité l'avis de l'administration sur ce point.